



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-40 - Séance du 22 mai 2018

ACTES

9. Autres domaines de compétences

9.1 Autres domaines de compétences des communes

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	
28	24	25	Contre	
			Abstention	4

L'an 2018, le 22 mai à 20 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Mairet, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 16 mai 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 16 mai 2018.

Etaient présents : Jean-Luc MEISSONNIER – Alain SOULIER – Béatrice BASSO – Sandrine GAUTIER – Christophe KASZUBA – Séverine MONIN – Carole CONTENSEAU – David RIBEIRO – Elisabeth MAZOLLIER – Régine SUAY – Marie-Thérèse AMALVY – François RODENAS – Patricia VANGREVELYNGHE – Philippe MARTY – Aline DESTAILLATS – Mickaël MARTINEZ – Mélissa JODAR – Jean-Luc DE LA CLERGERIE – Ludovic DUCAMP – Damien CORDEAU – Stéphane VIDAL – Sylvain FOUREL – Anna RAMORA – Yves MICHEL

Pouvoirs de : Olivier DURIX (pouvoir à Alain SOULIER)

Absents: Morgan SIMAR – Fabien PEETERS – Thierry PERRIER

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM2018-40 – MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE DES AGENTS

Madame Aline DESTAILLATS, Conseillère Municipale déléguée aux affaires scolaires rapporte que dans le cadre de ses fonctions, un agent public bénéficie de la protection fonctionnelle issue de l'article 11 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983.

Le principe de la protection fonctionnelle est énoncé comme tel : «A raison de ses fonctions et indépendamment des règles fixées par le code pénal et par les lois spéciales, le fonctionnaire ou, le cas échéant, l'ancien fonctionnaire bénéficie, dans les conditions prévues au présent article, d'une protection organisée par la collectivité publique qui l'emploie à la date des faits en cause ou des faits ayant été imputés de façon diffamatoire» (Article 11.I).

Ainsi, au titre de l'article 11.IV, «La collectivité publique est tenue de protéger le fonctionnaire contre les atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, les violences, les agissements constitutifs de harcèlement, les menaces, les injures, les diffamations ou les outrages dont il pourrait être victime sans qu'une faute personnelle puisse lui être imputée. Elle est tenue de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté».

Dans le cadre de la parution d'un article sur Monsieur Grégory VIDAL, agent communal des services techniques, sur le groupe du réseau social « Facebook » : « BAL Baillarg-Actu'Libre » dont le contenu porte notamment atteinte à son intégrité morale et revêtant un caractère diffamatoire voire outrageant, celui-ci demande la protection fonctionnelle de la commune.

Dans la mesure où Monsieur Grégory VIDAL entend défendre ses droits, il a donc adressé en ce sens une lettre à la Commune le mercredi 28 mars 2018, pour en demander le bénéfice. Cette lettre a été jointe à la note de synthèse.

Aucune faute personnelle ou détachable du service n'a été relevée à l'encontre de l'agent victime. Dans ces conditions et conformément aux dispositions précitées de la loi du 13 juillet 1983, la commune est tenue de lui accorder la protection fonctionnelle.

La Ville entend donc accorder la protection fonctionnelle à Monsieur Grégory VIDAL.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Accorder à Monsieur Grégory VIDAL, le bénéfice de la protection fonctionnelle sollicitée,
- Autoriser la Commune à prendre en charge l'ensemble des actions judiciaires et administratives engagées ou à venir, devant toutes juridictions judiciaires et administratives compétentes, y compris l'exercice de toutes voies de recours et ce, par une prise en charge des frais de procédure nécessités par la conduite de cette affaire : honoraires d'avocats, frais d'huissiers et frais de déplacement.
Le plafond de prise en charge est fixé à 15.000,00 euros hors taxe par instance, comprenant tous les frais précités,
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Madame Aline DESTAILLATS et après en avoir délibéré avec 4 abstentions de Madame Anna RAMORA et Messieurs Sylvain FOUREL, Yves MICHEL et Stéphane VIDAL :

- **ACCORDE** à Monsieur Grégory VIDAL, le bénéfice de la protection fonctionnelle sollicitée,

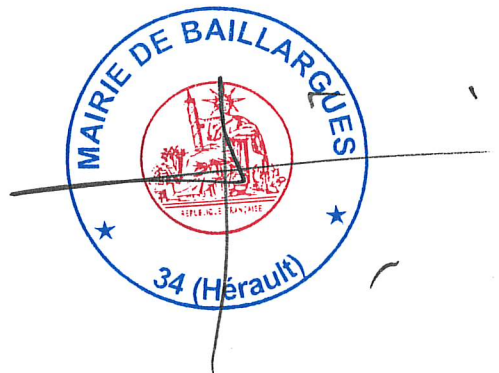
- **AUTORISE** la Commune à prendre en charge l'ensemble des actions judiciaires et administratives engagées ou à venir, devant toutes juridictions judiciaires et administratives compétentes, y compris l'exercice de toutes voies de recours et ce, par une prise en charge des frais de procédure nécessités par la conduite de cette affaire : honoraires d'avocats, frais d'huissiers et frais de déplacement.

Le plafond de prise en charge est fixé à 15.000,00 euros hors taxe par instance, comprenant tous les frais précités,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Pour extrait conforme,
Le 23 mai 2018,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Envoyé en préfecture le 06/06/2018

Reçu en préfecture le 06/06/2018

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20180523-DLM2018_40-DE

